



Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour
la Stabilisation en République
Démocratique du Congo

ECHOS *de la* MONUSCO



RESOLUTION 2348

- Protection des populations
- Bons offices pour l'application de l'accord du 31 décembre 2016



Sommaire

Editorial

Un mandat fort donné à la MONUSCO par le Conseil de Sécurité

3 Point de vue

Elections rime avec éducation (civique)

4 Vie de la Mission

Hommage à Zaida et Michael, experts de l'ONU assassinés au Kasai, en RDC

5 Actualité

Résolution 2348 : Protection de la population et mise en œuvre de l'Accord de la Saint Sylvestre

- 6 She Okitundu à l'ONU : "Il n'existe aucune manœuvre pour retarder la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre"
- 7 Le Chef de la MONUSCO rencontre les acteurs politiques congolais pour aider à mettre en œuvre l'Accord du 31 décembre 2016
- 8 Violations des droits de l'homme, crise politique, élections : Trois défis à relever par la RDC

10 Protection

La MONUSCO renforce sa présence dans le Grand Kasai

- 11 La MONUSCO lance la SOLIO pour lutter contre la criminalité à Oicha
- 12 Uvira : Des Officiers militaires des FARDC et de la Police Congolaise sensibilisés sur la sécurité et la protection des femmes

13 Stabilisation

Un forum pour la paix et la réconciliation pour mettre fin au conflit entre les communautés Twa et Bantou dans le Tanganyika

- 15 Une dizaine d'ex-rebelles sud-Soudanais rapatriés dans leur pays

16 Protection de l'Enfant

Les femmes de la Police civile de la MONUSCO s'impliquent dans l'action humanitaire

Directeur de l'Information Publique

Charles Antoine Bambara

Chef de l'Unité des Publications

Aïssatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef

Tom Tshibangu

Infographiste

Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Bernardin Nyangi, Laurent Sam Oussou, Anne Herrmann, Marcelline Comlan, Sonia Melki, Kaltouma Issene Bardi, Joel Bofengo, Susanne Goelles, Martha Biongo, Théophile Kinda, Jean-Tobie Okala

Photographes : Michael Ali, John Bompengo, Myriam Asmani

Produit par l'Unité des Publications de la Division de l'Information publique

Contact : 12, avenue des Aviateurs - Kinshasa/Gombe
Téléphone : (243) 81 890 6650- (243) 81 890 4714

Par Charles Antoine Bambara*

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité le vendredi 31 mars 2017 la Résolution 2348, prorogeant jusqu'au 31 mars 2018, le mandat de la MONUSCO.

Deux importantes priorités stratégiques de la MONUSCO se dégagent de cette nouvelle résolution du Conseil pour l'année en cours. Elles portent sur la Protection des populations, et l'appui à la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016 et du processus électoral.

Alors que la précédente Résolution avait pour ancrage le soutien et l'aide logistique de la MONUSCO à l'enrôlement des électeurs, la présente Résolution met l'accent sur l'accompagnement de la MONUSCO au processus politique et électoral. C'est ainsi que cette résolution demande à : "toutes les parties prenantes en République démocratique du Congo, y compris au Président Kabila, à la majorité présidentielle et à l'opposition de mettre en œuvre, sans délai, l'Accord du 31 décembre 2016 en toute bonne foi et dans son intégralité et à redoubler d'efforts en vue de parvenir rapidement à la conclusion des pourparlers en cours sur les arrangements particuliers..."

Même si ce volet politique et électoral est important dans cette résolution, la préoccupation de la protection des populations y est mentionnée à plusieurs reprises et plus spécifiquement les récentes violences et violations des droits de l'Homme dans le Grand Kasai. Ainsi, les membres du Conseil de Sécurité, par cette résolution, "condamnent les actes de violence observés dans la région du Kasai, au cours des derniers mois et se déclarent vivement préoccupés par les violations graves du droit international humanitaire, commises par les milices locales (...) visant les forces de sécurité de la RDC, les symboles de l'autorité de l'Etat (...) et les meurtres de civils, par des membres des forces de sécurité de la RDC..."

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé des Opérations et de l'Etat de droit, David Gressly a visité, à plusieurs reprises, Kananga pour ajuster la réponse de la MONUSCO, face à la montée de la violence dans cette région. Ainsi M. Gressly a annoncé le renforcement de la présence de la MONUSCO dans le Kasai, pour une adéquation de la réponse de la Mission à la crise sécuritaire et humanitaire. L'UNICEF estime que 1,5 millions d'enfants sont affectés par la crise dans le Grand Kasai. Et c'est pourquoi les acteurs humanitaires ont lancé un appel de fonds de 64,5 millions de dollars, pour répondre à cette urgence humanitaire. Et, selon le Dr Mamadou Diallo, le Coordonnateur humanitaire, plus de 730.000 personnes ont besoin urgemment d'aide pour les six prochains mois.

Plus que jamais la mission de bons offices confié par la Résolution au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Maman Sambo Sidikou est d'actualité. Il rencontre à tour de bras les leaders politiques de tous bords, la société civile, les leaders religieux pour créer une dynamique politique nouvelle.

Dans le contexte politique actuel il s'agit là d'un défi énorme à relever face aux incertitudes politiques. ■

*Directeur de la Division de l'Information Publique de la MONUSCO





Une opération d'identification et d'inscription des électeurs lors des dernières élections en 2011

Election rime avec éducation (civique)

✍ Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt, la campagne de sensibilisation sur l'éducation civique et électorale, qui s'est déroulée dans trente centres situés le long du fleuve Congo, entre Kisangani et Mbandaka. A Mbandaka c'est l'ONG "Arts en actions" qui a pris le relais à travers une caravane fluviale, sous le thème "Bateau de la démocratie". "Arts en actions" aligne quatre-vingt-dix actions: spectacles de comédie musicale, théâtre participatif et discussions. "C'est une action dans le cadre des droits de l'Homme et d'appui à la démocratie. On veut prévenir les gens que le vote est libre et sensibiliser les jeunes à voter", a expliqué le directeur artistique de l'ONG, Guido Kleene. Quelle belle initiative !

L'éducation à la citoyenneté, est très souvent le paramètre oublié dans la lutte pour la démocratie. Lorsque l'on a délaissé ou minimisé, au sein de la famille, dans les enseignements à l'école, au collège ou au lycée, l'éducation civique, la morale, le sens des symboles et des valeurs, la paix a perdu pied. Ce constat nous donne amplement raison pour insister sur la nécessité d'asseoir une véritable culture civique. Qu'est-ce à dire ? Il s'agit tout simplement de faire prendre conscience très tôt aux jeunes de leurs devoirs envers la société

qui les élève, les éduque et les prend en charge. Egalement de leur capacité à changer les choses, les politiques, les dictats, par une action de leur part : celle consistant à glisser dans une urne leur choix de société.

Je suis quelquefois d'accord avec des actions et prises de position du Mouvement citoyen non violent et non partisan (Lucha), un exemple parmi les multiples regroupements de jeunes congolais ayant une certaine conscience politique. La lutte pour ses droits c'est bien, mais là où je suis moins en accord avec les meneurs de "Lucha", de "Filimbi", ici ; de "Balai Citoyen", de "Ya en marre", ailleurs, c'est lorsqu'ils oublient leur rôle de partenaires des pouvoirs publics dans la formation d'une conscience citoyenne des jeunes. Car manifester n'est pas former ! Des organisations comme celles que je viens de citer doivent bien avoir, dans leurs feuilles de route (n'y voyez aucune allusion aux manifs), un point concernant les devoirs de leurs membres envers leur pays. Le devoir par exemple de former, d'informer et de sensibiliser les jeunes à agir, à s'investir, à s'engager pour leurs opinions. Et surtout, comment le faire. C'est important...

Il en est de même pour les partis politiques. Certes le but final de tout parti politique c'est d'accéder au pouvoir. Cependant faut-

il y accéder avec des personnels politiques complètement indigents ? Pendant qu'on se bat au quotidien pour des strapontins, il est possible et même judicieux, également, de préparer les jeunes des partis à, légitimement, se prétendre comme relèves ultérieures, avec du "bagage", comme on le dit familièrement.

Les institutions religieuses idem. J'apprends que la Conférence Episcopale Nationale du Congo a un Projet d'éducation civique et électorale (PECE-CENCO) et en est à sa deuxième campagne, axée sur le thème: "Mon engagement citoyen pour la réussite du processus de démocratisation en cours, en vue du développement". Selon le secrétaire général de la CENCO, l'abbé Donatien Nsholé, plus de dix mille personnes formées lors de la première phase vont s'atteler à sensibiliser la population au civisme électoral et à plus de responsabilité dans le choix des candidats à élire. Le cardinal Laurent Monsengwo, de Kinshasa n'en a pas dit moins : il a appelé la jeunesse congolaise à être "de véritables artisans et missionnaires de la paix". Il a lancé cet appel dimanche 9 avril alors qu'il donnait son homélie à l'occasion du dimanche des rameaux, qui coïncidait avec la 32^{ème} Journée mondiale de la Jeunesse. Pour le cardinal Laurent Monsengwo, la jeunesse congolaise, particulièrement celle de Kinshasa, ne doit pas céder à la "manipulation qui l'inciterait à la violence". Moi je dis bravo, mais où sont et que font les autres confessions religieuses? Estiment-elles que leurs ouailles n'aient pas besoin de telles sensibilisations ?

Mais avant tous ceux-là cités, c'est d'abord à l'Etat de se charger de l'éducation, à tout point de vue, des jeunes. Dans les programmes scolaires, veiller à ce qu'ils disposent des outils nécessaires au bon fonctionnement d'une société. Ça aussi, il fallait le dire!

Dans le cadre de son mandat "encourageant, entre autres, l'appui à l'éducation civique" la MONUSCO est partenaire des campagnes de sensibilisation pour les élections, en éditant des brochures, en sensibilisant par des spots radiophoniques; ceci dit pour parler à toute question du genre: "et vous de la MONUSCO, que faites-vous ?" Mais la MONUSCO ne peut pas faire l'essentiel dans cette affaire. Permettez-moi juste de rappeler le mot de John Fitzgerald Kennedy, 35^{ème} président des États-Unis qui, lors de son discours inaugural a dit: "Américains, ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays". C'est, en définitive à tout congolais, qu'il revient le devoir de se dire qu'il peut faire beaucoup pour son pays, en adoptant un comportement civique et citoyen en toutes circonstances, pas seulement lors des périodes électorales, mais surtout lors des périodes électorales. ■



Le Représentant diplomatique des Etats-Unis (d), en compagnie du Représentant spécial adjoint, David Gressly et de l'Ambassadrice suédoise (g), lors de la cérémonie de dépôt de gerbes de fleurs.

Hommage à Zaida et Michael, experts de l'ONU assassinés au Kasai, en RDC

« Le crime crapuleux ayant conduit au meurtre de nos deux collègues, experts des Nations-Unies, dans le Kasai-Central, ne découragera jamais nos efforts pour la recherche de la paix et de la stabilité en RDC ». Tels sont les propos du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, en charge des Opérations et de l'Etat de droit en RDC, David Gressly, qui s'exprimait ainsi le mardi 5 avril, à Goma, lors de la cérémonie d'hommage rendue à Michael Sharp et Zaida Catalan, experts des Nations-Unies, tués en mars dans le Kasai-Central.

Par Martha Biongo/MONUSCO

Le personnel de l'ONU et les représentants diplomatiques, dont ceux des Etats-Unis d'Amérique, de la Suède, de la Grande-Bretagne et de la France, ont rendu un dernier hommage, le 5 avril 2017, à l'Américain Michael Sharp et à la Suédo-chilienne Zaida Catalan, deux membres du Groupe d'Experts des Nations Unies, tués en mars 2017, dans le Kasai-Central dans l'exercice de leurs fonctions.

Au cours de cette cérémonie solennelle, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC, David Gressly a déclaré que *“Michael et Zaida étaient très attachés à leur travail, convaincus que leurs efforts contribueraient à ramener la paix et la stabilité en RDC”*. La disparition brutale de ces deux professionnels dévoués touche profondément la communauté onusienne en RDC et la Mission, selon M. Gressly, qui a avoué que *“la perte de deux collègues dans les circonstances aussi tragiques est une épreuve*

difficile mais nous nous devons d'honorer leur mémoire et leur dire merci et au revoir”.

Evoquant le dévouement et le professionnalisme qui caractérisaient Michael et Zaida, ainsi que l'étendue et la profondeur de leurs connaissances dans les domaines qui étaient les leurs, M. Gressly a dit combien il avait apprécié *“leurs échanges édifiants ainsi que la contribution apportée par le Groupe d'Experts pour appuyer le travail de la MONUSCO”*.

L'Ambassadrice suédoise Marie Hakasson a également rendu un hommage, tout aussi vibrant, aux deux jeunes experts de l'ONU. N'ayant pas eu elle-même l'occasion de les rencontrer personnellement, elle a toutefois affirmé avoir entendu parler de leur énorme contribution à la recherche de la paix en RDC. Aussi a-t-elle appelé la MONUSCO et le Gouvernement de la RDC à faire en sorte que les auteurs de ce crime odieux soient traduits devant la justice.

Auparavant, le Chef du Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire

Général des Nations Unies Damien Mama, prenant la parole au nom du Groupe d'Experts, a souligné que Zaida et Michael aimaient profondément leur travail, toujours à la quête de la vérité afin d'apporter leur contribution à la résolution des conflits qui empêchent l'épanouissement des populations de la RD Congo. *“Ceux qui ont tué Michael et Zaida sont des ennemis de la paix, de la vérité et de la justice”*, a-t-il estimé, avant d'ajouter que *“la meilleure manière de leur rendre hommage est de travailler dur pour réaliser les valeurs et les objectifs qui leur étaient chers”*.

L'hommage s'est poursuivi avec d'autres collègues de la MONUSCO et des amis offrant également leurs témoignages.

Notons aussi que, lors de son adresse au Congrès, le président Joseph Kabila avait demandé à l'assistance d'observer une minute de silence en mémoire de toutes les victimes des violences dans le Kasai, citant également les deux experts de l'ONU.

Après les témoignages, la cérémonie de Goma s'est clôturée avec l'allumage de bougies, le dépôt de gerbes de fleurs et la minute de silence observée avant la signature du livre de condoléances.

A signaler que Michael J. Sharp était le coordonnateur du Groupe d'Experts. Il travaillait en RDC depuis 5 ans, dont 3 ans au sein de la Communauté Mennonite, dans des endroits les plus reculés et difficiles d'accès. Il avait ensuite rejoint le Groupe d'Experts, et lors de sa nomination au poste de coordonnateur l'année dernière, il était le plus jeune de tous ses collègues en RDC. Il faisait toujours montre de beaucoup de compassion et d'empathie envers ceux qu'il rencontrait. Il était dévoué à son travail et réellement attaché à la consolidation de la paix, concept profondément enraciné dans sa foi et son éducation.

Quant à Zaida Catalan, en tant qu'expert humanitaire du Groupe d'Experts, poste difficile et complexe en RDC, elle avait une grande expérience dans les domaines de la politique et du droit; elle avait aussi été leader des jeunes écologistes en Suède. Avant de rejoindre le Groupe d'Experts en RDC, elle avait travaillé comme expert sur les questions de genre pour le compte de la Police Européenne (EUPOL) au Congo, en Afghanistan et en Palestine. Elle tenait à ce que la vérité soit manifestée au grand jour et œuvrait avec dévouement.

Notons enfin que dans un récent communiqué, le Conseil de Sécurité de l'ONU a souligné la nécessité d'une enquête rapide et complète sur le meurtre des deux experts onusiens et d'une coopération totale du gouvernement de la RDC. ■



Résolution 2348

Protection de la population et mise en œuvre de l'Accord de la Saint Sylvestre

Constatant que la situation en République démocratique du Congo reste une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région des Grands Lacs, le Conseil de Sécurité a prorogé de 12 mois, jusqu'au 31 mars 2018, le mandat de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO) et, "à titre exceptionnel", de sa Brigade d'intervention, chargée de neutraliser les groupes armés. Le Conseil autorise un effectif maximum de 16.215 militaires pour la Mission, contre 19.815 jusqu'à présent. Le nombre des observateurs militaires et officiers d'état-major passe à 660, contre 760 lors du précédent mandat. La Mission comprend toujours 391 policiers et 1.050 membres d'unités de police constituées. Que dit cette Résolution ? Explications.

Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

En présence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Maman Sambo Sidikou, du Ministre congolais des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu, du Président de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), Monseigneur Marcel Utambi, les discussions auront été après au Conseil de Sécurité de l'ONU, sur les contours politiques à donner à la Résolution 2348, le 21 mars dernier. Il a, en définitive, été réaffirmé que l'Accord du 31 décembre restait

la seule voie de sortie de crise institutionnelle en RDC.

Après avoir entendu les rapports, déclarations et plaidoyers des uns et des autres, le Conseil de Sécurité, à l'unanimité de ses 15 membres, a décidé que les priorités stratégiques de la MONUSCO seront désormais de contribuer à assurer la protection des civils congolais et d'appuyer la mise en œuvre de l'«*Accord politique global et inclusif*» du 31 décembre 2016 et du processus électoral. L'Accord en question prévoit le partage du

pouvoir entre Majorité et Opposition, en vue de préparer les élections prévues fin 2017.

D'abord, assurer la protection des civils, qu'est-ce à dire ? C'est la mission première de la MONUSCO, la raison prioritaire de sa présence. Il s'agit clairement "d'assurer une protection efficace et évolutive des civils se trouvant sous la menace de violences physiques en dissuadant et en empêchant tous les groupes armés et toutes les milices locales de commettre de violences contre la population". Ce ne peut être plus transparent. Le Conseil demande une coopération militaire FARDC - MONUSCO pour ce faire, avec des opérations conjointes pour neutraliser les groupes armés. Au Conseil de Sécurité de l'ONU, on pense qu'il faut mettre fin aux foyers d'insécurité à travers le pays. Après le Nord-Kivu, maintenant, c'est le Kasai avec les miliciens de Kamwinu Nsapu qui se sont signalés ces derniers temps, avec des violations graves des droits humains. C'est d'ailleurs, l'une des raisons qui a justifié que, dans la Résolution 2348, la taille des troupes de la MONUSCO n'a presque pas bougé et la MONUSCO continuera à "s'acquitter, du mieux qu'elle peut, de son mandat de protection des populations civiles", sans perdre de vue que "cette tâche incombe d'abord et avant tout aux autorités de la RDC". Dixit le Conseil de Sécurité.

La deuxième plus importante mission de la MONUSCO, cette année, sera d'«*appuyer la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016 et du processus électoral*». Donc, fournir un appui technique et politique à la mise en œuvre de cet Accord "notamment au CNSA, Conseil National de Suivi de l'Accord, au gouvernement d'Unité nationale, à la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) qui assure la médiation afin de favoriser la réconciliation et la démocratisation et d'ouvrir la voie à la tenue d'élections avant la fin de l'année 2017".

L'ONU invite les protagonistes de la crise politique en RDC à redoubler d'efforts en vue de parvenir rapidement à la conclusion des pourparlers en cours, sur les arrangements particuliers. L'ONU veut aussi que soit vite mis en place le Conseil National de Suivi de l'Accord. La communauté internationale souhaite que soit appliquées pleinement les mesures de confiance, afin de commencer sans plus tarder la préparation des élections présidentielle et législatives qui devraient avoir lieu avant la fin de 2017. Par ailleurs, la Résolution demande à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de publier immédiatement un calendrier électoral complet révisé et de procéder sans tarder à une mise à jour crédible des listes électorales,

et au Parlement de modifier la loi électorale pour que le calendrier électoral soit conforme à l'accord du 31 décembre 2016. Sur ce point, à la MONUSCO, le Conseil demande de fournir aussi une assistance technique et un soutien logistique dans le cadre du processus électoral en coordination avec les autorités, l'équipe de pays des Nations Unies et les autres acteurs régionaux et internationaux. Enfin, le Conseil a exhorté le gouvernement et toutes les parties concernées à créer les conditions nécessaires pour que le processus électoral soit libre, juste, crédible, ouvert et transparent, pacifique et conforme au calendrier électoral et à la Constitution et qu'il s'accompagne d'un débat politique libre, constructif et que soient assurés la liberté d'opinion et d'expression, y compris pour la presse, la liberté de réunion et un accès équitable aux médias, y compris aux médias d'Etat.

Sur le volet des droits de l'Homme, la Résolution demande au gouvernement de la RDC d'amener à répondre de leurs actes les auteurs de violations du droit international humanitaire ou des violations des droits de l'Homme ou d'atteintes à ces droits en

particulier lorsque ces infractions constituent des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

De son côté, le Secrétaire général est prié de procéder à un examen stratégique de la MONUSCO, l'objectif étant de proposer au Conseil, au plus tard le 30 septembre 2017, plusieurs modalités pour réduire la force de la Mission afin de parvenir à l'utilisation la plus efficace possible de ses ressources et lui donner des avis sur une stratégie de retrait. Une disposition dont la représentante des États-Unis s'est félicitée: *"nous disposons désormais d'indicateurs permettant de mesurer les progrès et d'identifier les échecs, afin que les troupes rendent des comptes et mènent une action efficace"*.

A son retour à Kinshasa, dans un communiqué publié le 12 avril, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, a dit *"continuer de suivre de près l'évolution de la situation en RDC"*, ainsi que le lui recommande la Résolution 2348. Il y souligne cependant *"la lourde responsabilité qui incombe à l'ensemble des acteurs politiques congolais en*

cette phase critique de l'histoire de leur pays". Le Représentant spécial a aussi tenu à rappeler *"encore une fois, qu'il n'y a pas d'alternative à la mise en œuvre intégrale et de bonne foi de l'Accord politique signé le 31 décembre 2016, sous la facilitation de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO)"*. Maman Sidikou a saisi l'occasion pour renouveler à la CENCO les hommages des Nations Unies pour ses efforts soutenus, la constance de son engagement en faveur du dialogue et son attachement à la préservation de l'intérêt national. Le chef de la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies au Congo a réitéré l'engagement de la MONUSCO, dans le cadre défini par la Résolution 2348 du Conseil de Sécurité, à ne ménager aucun effort pour aider, en étroite coordination avec les partenaires internationaux concernés, notamment l'Union africaine, à la mise en œuvre scrupuleuse de l'Accord politique du 31 décembre.

Pour sa part, le Conseil de Sécurité de l'ONU a exhorté toutes parties à demeurer engagées à l'accord et à son objectif principal, à savoir les élections paisibles, crédibles, libres, justes et inclusives d'ici fin 2017. ■

She Okitundu à l'ONU :

"Il n'existe aucune manœuvre pour retarder la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre"

✎ Par Joel Bofengo/Radio Okapi

Le mardi 21 mars au Conseil de sécurité de l'ONU, le Ministre congolais des Affaires Etrangères, Léonard She Okitundu a affirmé que le gouvernement de la RDC ne retardait pas l'application de l'accord du 31 décembre. L'accord qui prévoit le partage du pouvoir entre Majorité et Opposition en vue de préparer les élections prévues fin 2017. D'après lui, la signature de ce compromis trahit pour des *"raisons objectives"*, dont la mort d'Etienne Tshisekedi, ancien président de l'Union pour la démocratie et le progrès social, décédé le 1er février à Bruxelles.

She Okitundu a aussi dit rester confiant quant à *"l'aboutissement heureux"* des négociations malgré les divergences qui persistent entre les parties prenantes aux négociations directes sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO). La majorité présidentielle (MP) et



She Okitundu, Ministre congolais des Affaires étrangères

le Rassemblement sont divisés notamment sur le mode de désignation du premier ministre, la répartition des postes ministériels et la

renégociation du poste du président du Conseil national de suivi de l'accord (CNSA) autrefois attribué à Etienne Tshisekedi.

Concernant la modalité de désignation du premier ministre, She Okitundu a réitéré la position de la famille politique du chef de l'Etat en appelant le Rassemblement à présenter une liste d'au moins trois candidats *"pour que le chef de l'Etat en nomme un, conformément à l'article 78 de la Constitution"*.

"Pour ce qui est du président du CNSA, celui-ci a été nommé par consensus, il devrait en être de même pour son remplacement qui devra se faire de manière consensuelle. Le gouvernement exhorte le Rassemblement à surmonter ces dissensions actuelles afin de se mettre d'accord sur la personne du candidat qui devra remplacer le défunt Etienne Tshisekedi", a déclaré le ministre congolais des Affaires Etrangères devant les quinze membres du Conseil de Sécurité. ■



Le Chef de la MONUSCO rencontre les acteurs politiques congolais pour aider à mettre en œuvre l'Accord du 31 décembre 2016

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo (RDC) et Chef de la MONUSCO, Maman Sambo Sidikou, a entamé dimanche 16 avril une série de rencontres avec les acteurs politiques congolais pour aider à mettre en œuvre l'Accord politique du 31 décembre 2016.

✉ Par Tom Tshibangu/MONUSCO

Monsieur Maman Sidikou “rencontre tous les protagonistes de la crise pour essayer de trouver les voies et moyens de mettre en œuvre intégralement et de bonne foi, l'Accord du 31 décembre”, a annoncé la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO) dans un communiqué de presse.

Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de la mission de bons offices confiée à M. Sidikou par le Conseil de sécurité de l'ONU dans sa Résolution 2348, a précisé la MONUSCO.

M. Sidikou a initié ces réunions une semaine après la nomination par le Président Joseph Kabila, le 7 avril 2017, d'un nouveau Premier ministre en la personne de Bruno Tshibala. La raison c'est que cette nomination n'a pas fait l'unanimité : certaines parties prenantes ayant estimé qu'elle n'était pas conforme à l'esprit de l'Accord de la Saint-Sylvestre.

C'est donc face aux tensions politiques générées par cette situation, que M. Sidikou a cru devoir souligner “l'impératif de la mise en œuvre scrupuleuse de l'Accord politique du 31 décembre afin de garantir une transition consensuelle devant conduire à la tenue

d'élections libres, régulières et transparentes, dans le respect de la Constitution”.

Selon lui, il n'y a pas d'alternative à la mise en œuvre complète de l'Accord du 31 décembre. “Nous devons tous travailler ensemble pour surmonter les obstacles à la tenue d'élections crédibles d'ici à la fin de cette année 2017”, a martelé le Chef de la MONUSCO, soulignant le sens son message aux différentes parties prenantes congolaises qu'il a rencontrées tout au long de ce mois.

M. Sidikou a d'abord été reçu le ...avril par le nouveau Premier ministre Bruno Tshibala, chargé de former un gouvernement d'union nationale devant conduire la transition vers lesdites élections. Ensuite, le Chef de la MONUSCO a reçu une délégation du Rassemblement de l'opposition le dimanche 16 avril. A partir du lundi 17 avril, il a rencontré successivement l'UDPS de Tshisekedi, la Majorité présidentielle, le cardinal Laurent Monsengwo, l'évêque Gérard Mukendi, frère du regretté Etienne Tshisekedi, et d'autres encore.

Il convient de noter que près de quatre mois après sa signature, l'Accord politique de la Saint-Sylvestre n'est toujours pas appliqué.

Pour cette raison, plusieurs militants du mouvement citoyen Lutte pour le changement

(LUCHA) ont organisé mercredi 26 avril à Lubumbashi un sit-in devant le bureau de la MONUSCO pour exiger de la Mission des Nations Unies qu'elle offre ses bons offices conformément à la Résolution 2348 du Conseil de sécurité de l'ONU. «Pour nous, la mise en application de l'Accord signifie : les élections cette année. Nous voulons que la MONUSCO soit claire sur ce point parce qu'elle est en train de mener les bons offices », a déclaré à Radio Okapi As Aslani, le chargé de communication au sein de ce mouvement citoyen.

La Résolution 2348 adoptée à l'unanimité le 31 mars dernier par le Conseil de sécurité de l'ONU définit deux principales priorités pour la MONUSCO : assurer la protection des civils congolais et appuyer la mise en œuvre de l'« Accord politique global et inclusif » et du processus électoral.

S'agissant de la mise en œuvre dudit Accord, le Chef de la MONUSCO a, dans une récente déclaration, précisé le rôle qui est le sien. “Je n'ai pas de mandat pour faire une médiation entre les forces politiques du Congo. J'ai un mandat de bons offices afin que la communauté internationale puisse soutenir les acteurs politiques à trouver une solution pour le bien du peuple congolais”, a-t-il indiqué. ■

Violations des droits de l'homme, crise politique, élections :

Trois défis à relever par la RDC

La situation politique a pris une autre tournure en début du mois d'avril avec l'adresse du chef de l'Etat aux deux chambres le 5 avril 2017 annonçant la nomination d'un nouveau Premier Ministre dans les 48 heures qui suivaient son discours. Effectivement, la nomination interviendra le vendredi 7 avril, au terme d'une ordonnance présidentielle nommant M. Bruno Tshibala à ce poste.

✉ Par Theophane Kinda/MONUSCO

Ce dernier a aussitôt entamé des consultations pour former un gouvernement avec pour mission principale de conduire la transition vers l'organisation des élections avant la fin de l'année 2017. Cependant, la situation reste complexe au regard des enjeux politiques, et les difficultés d'application de

l'Accord de la Saint-Sylvestre qui traîne encore les pieds. En effet, plusieurs dissensions sont apparues dans l'application de l'Accord avec d'un côté la Majorité et l'opposition ayant participé aux négociations de la cité de l'UA, et de l'autre, l'opposition regroupée au sein du Rassemblement.

La pomme de discorde étant

l'interprétation de l'Accord de la Saint Sylvestre sur le mode de nomination du nouveau Premier Ministre, et l'Arrangement particulier. En plus de ces deux approches opposées, est apparu un troisième front, celui de la communauté internationale qui a marqué sa réserve quant à la nomination du Premier Ministre. On a ainsi noté les communiqués et



CENCO.

Notons toutefois que l'Arrangement particulier, c'est-à-dire le document définissant les modalités d'application de l'Accord du 31 décembre, a été signé, le jeudi 27 avril, par plusieurs mais pas toutes les parties prenantes de l'Accord. Ce qui repose le problème d'inclusivité dont il conviendrait de tenir compte lors de la formation du nouveau gouvernement, de la mise en place du Comité de suivi de l'Accord, ainsi que dans l'application des mesures de décriminalisation du climat politique.

Au front politique bouillonnant, se sont aussi greffées de graves violations des droits de l'homme dans les Kasai. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies Maman Sidikou fait remarquer du reste que ce qui se passe dans les Kasai n'est pas sans lien avec ce qui se passe sur le front politique, d'où la nécessité de prendre en compte les deux éléments dans la recherche de solutions.

A cette situation déjà difficile, est venue s'ajouter une crise économique qui fragilise le tissu économique et fait craindre une fracture sociale pouvant avoir des conséquences dans l'organisation paisible des élections d'ici la fin de l'année comme le recommande l'Accord de la Saint Sylvestre. Le franc congolais depuis plusieurs mois est fortement déprécié face au dollar américain ralentissant beaucoup l'activité économique : un dollar s'échange depuis plusieurs mois à plus de 1300 francs congolais.

Le mois de mai sera sans doute marqué par de nouveaux développements sur le plan social, politique et économique et pourraient dangereusement remettre en cause l'organisation des élections. En effet, la situation des droits de l'homme en RDC est effectivement très préoccupante, et s'est largement détériorée au cours des derniers mois, notamment en raison des restrictions imposées à l'espace démocratique et à la résurgence des activités de groupes armés et des milices, y compris dans des provinces qui n'étaient pas affectées jusque-là par le conflit.



Le chef de l'Etat, Joseph Kabila (d) et Bruno Tshibala, le nouveau Premier Ministre, nommé dans le cadre de l'Accord du 31 décembre 2016

La MONUSCO est particulièrement préoccupée par la situation sécuritaire dans les provinces du Kasai. La découverte de 40 fosses communes illustre l'extrême violence qui secoue la région depuis un an. Les violences générées par la mort d'un chef coutumier dans la province du Kasai Central ont créé une situation humanitaire dramatique dans cette province.

A ce jour, selon les acteurs humanitaires, plus d'un million de personnes sont déplacées depuis le début de la violence. Cette violence qui est partie du Kasai Central en août 2016 mais avec des conséquences et ramifications enregistrées dans les provinces voisines du Kasai, Kasai Oriental, Lomami et Sankuru. Cette violence, qui a entraîné la mort de centaines de civils et d'autres violations flagrantes des droits de l'homme, a également affecté les écoles, perturbant ainsi

Au front politique bouillonnant, se sont aussi greffées de graves violations des droits de l'homme dans les Kasai

l'éducation de milliers d'enfants; de centres de santé et d'activités de subsistance. Elle a, en plus, exacerbé les risques de malnutrition et d'épidémie dans une région traditionnellement connue pour les taux élevés de malnutrition et un système de santé faible. Dans la seule province du Kasai Central, les besoins humanitaires actuels sont supérieurs de 400% à ce qui était prévu au début de cette année.

Face à cette situation le Représentant spécial du Secrétaire général pense que nous devons ensemble relever le défi en unissant nos efforts. La communauté internationale, loin d'être un adversaire, est un partenaire qui appuie des programmes de développement, finance et achemine l'aide humanitaire, et qui a aujourd'hui comme défi majeur de soutenir l'organisation d'élections avant la fin de 2017. ■

des déclarations de l'Union européenne, de la Belgique, de la France et des Nations Unies qui ont réitéré leur désir de voir respecter l'Accord de la Saint-Sylvestre et la Résolution 2348 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

On remarquera en outre la récente déclaration de la CENCO, qui ne se reconnaît plus dans l'application de cet Accord. *“La CENCO déplore que les consultations entre le Chef de l'Etat et le Chef de la délégation du Rassemblement aux négociations au terme desquelles allait être nommé le premier ministre n'aient pas eu lieu. Malgré tout, un Premier Ministre a été nommé. Ceci constitue une entorse à l'Accord de la Saint Sylvestre, et explique la persistance de la crise”*, selon la



La ville de Kananga en première ligne des affrontements entre l'armée congolaise et les milices locales

La MONUSCO renforce sa présence dans le Grand Kasai

Au cours du mois d'avril, la MONUSCO a décidé de renforcer dans les provinces du Kasai en proie à des violences meurtrières entre des rebelles se réclamant du chef coutumier Kamuina Nsapu, tué l'année dernière, et les forces de sécurité congolaises.

Par Laurent Sam Oussou/MONUSCO

Le conflit a éclaté au Kasai-Central en août 2016 et s'est ensuite répandu à d'autres territoires de la région du Kasai. Des centaines de civils et de membres des forces de sécurité ont trouvé la mort dans ces violences qui s'accompagnent de graves violations des droits de l'homme. En témoigne la découverte d'un certain nombre de fosses communes. Par ailleurs, plus d'un million de femmes et d'enfants seraient déplacés suite à ce conflit qui serait dû en partie à la crise politique qui prévaut actuellement dans le pays.

“Les violences dans les provinces du Kasai auraient fait plus de 400 morts et un nombre élevé des éléments des forces de sécurité. Il faut y mettre un terme”, a déclaré Maman S. Sidikou, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Chef de la MONUSCO, dans un communiqué publié le 5 avril.

La MONUSCO a exhorté le Gouvernement à intensifier ses efforts pour trouver des solutions politiques acceptables. Elle a appelé également le leadership Kamuina Nsapu et d'autres milices à arrêter immédiatement les violences inutiles et le recrutement d'enfants. “Pour l'amour du peuple congolais et du pays, j'exhorte toutes les parties à trouver rapidement un compromis qui permette la mise en œuvre

totale de l'accord et la tenue des élections pacifiques en décembre”, a déclaré M. Sidikou.

Réponse de la MONUSCO

En réponse à la détérioration de la situation dans les Kasai, la MONUSCO poursuit sa collaboration avec les autorités congolaises aux niveaux national et provincial pour mettre un terme aux hostilités. Le 3 avril, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, en charge des Opérations et de l'Etat de Droit, M. David Gressly, et le Commissaire de Police des Nations Unies ont effectué une visite à Kananga, chef-lieu du Kasai-Central, pour explorer les voies et moyens pouvant renforcer les capacités de la MONUSCO dans la région. A cette occasion, M. Gressly a annoncé un plan spécifique sur la crise au Kasai.

“C'est une obligation de notre part de voir comment on peut optimiser cette force avec une augmentation des forces spécialisées qui soient adaptées à la situation, avec plus de mobilité, avec la capacité d'un déploiement rapide”, a-t-il déclaré. Evoquant la nouvelle Résolution 2348 du Conseil de sécurité de l'ONU, il a précisé qu'il s'agit pour la MONUSCO d'optimiser ses forces déployées tant dans les provinces du Kasai que dans l'Est du pays afin de lutter plus efficacement contre les groupes armés qui sévissent dans ces régions.

Un plan spécifique pour le Kasai-Central

M. Gressly a annoncé que l'antenne de la MONUSCO à Kananga sera renforcée en devenant un bureau à part entière. Et ce, “dans le but de permettre la mise en œuvre d'un plan spécifique sur la crise au Kasai-Central”.

Ce plan, a-t-il indiqué, permettra aux populations kasaiennes concernées de pouvoir s'enrôler, répondre à la crise humanitaire qui se dessine et ramener la paix dans la région ; tout en mettant l'accent sur le monitoring et la documentation des cas de violations des droits de l'homme commises par les parties en conflit, dont “les auteurs devront être traduits devant les juridictions compétentes pour répondre de leurs crimes”.

A ce propos, il a déclaré que “les enquêtes sur la mort des deux experts de l'ONU Zaida Catalan et Michael Sharp ainsi que la disparition des 4 Congolais qui les accompagnaient vont se poursuivre pour trouver les responsables de ces crimes afin qu'ils répondent de leurs actes devant la justice”.

300 Casques bleus déployés sur le terrain

Deux compagnies des casques bleus onusiens ont été déployées dans les Kasai, a déclaré M. Gressly lors de la conférence de l'ONU du 12 avril. Il a expliqué qu'il s'agissait de renforcer la présence de MONUSCO pour restaurer la paix et la sécurité dans cette région. “Pour l'instant nous n'avons à peu près que 300 hommes qui sont sur le terrain dans les cinq provinces, donc ce n'est pas un grand nombre. On va continuer d'examiner notre présence, mais la protection des civils reste toujours notre préoccupation”, a indiqué le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC, en charge des Opérations. Ce dispositif permettra également de sécuriser l'opération d'inscription des électeurs sur les listes électorales, qui devrait démarrer fin avril dans les Kasai. Il sera appuyé par la constitution des réseaux d'alertes civiles et des mécanismes d'alerte rapide. La MONUSCO continuera aussi de suivre de près et de documenter les allégations de graves violations des droits de l'homme dans la région, y compris l'enquête sur les allégations de fosses communes.

La MONUSCO est aussi disposée à apporter son appui aux forces de sécurité de la région notamment la formation aux Droits de l'Homme et au Droit Humanitaire International.

Notons que le Coordonnateur Humanitaire, le Docteur Mamadou Diallo a lancé, le 25 avril, un appel de 64,5 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires urgents de 731 000 personnes pour les six prochains mois dans la région du Kasai. ■

La MONUSCO lance la SOLIO pour lutter contre la criminalité à Oicha

Après la ville de Béni et d'Uvira, la Stratégie Opérationnelle de Lutte contre l'Insécurité (SOLIO) a été lancée, le 31 janvier dernier à Oicha, par le Commissaire de la Police de la MONUSCO, le Général Awalé Abdounasir, le Commissaire Territorial de la Police Nationale Congolaise en territoire de Béni et l'Administrateur du Territoire.

✂ Par Anne Herrmann/MONUSCO



Des motos remises à la Police nationale congolaise d'Oicha pour lui permettre d'intervenir rapidement sur le terrain

La Stratégie Opérationnelle de Lutte contre l'Insécurité à Oicha (SOLIO) a pour objectif d'accompagner la Police Nationale Congolaise dans la mise en œuvre de sa mission de protection des civils et de lutte contre la criminalité.

Cette stratégie opérationnelle vise à rapprocher la Police Nationale Congolaise de la population en lui donnant les moyens d'être présente sur le terrain et de répondre rapidement aux alertes lancées par la population. Concrètement, cette stratégie opérationnelle se traduit par un maillage de la zone urbaine pour contenir la délinquance et la criminalité. En ville de Béni, la Stratégie Opérationnelle de Lutte contre l'Insécurité a permis une réduction de 60% des violences avec armes à feu.

Dorénavant, les habitants d'Oicha peuvent par exemple alerter la police d'un

cambriolage en appelant gratuitement les deux numéros verts gratuits mis en place grâce au soutien de la Police de la MONUSCO, qui prend en charge le coût des communications. La Police Nationale Congolaise d'Oicha a également été équipée de motos pour lui permettre d'aller rapidement sur le terrain et d'intervenir efficacement dès qu'une alerte est reçue. Le Commissaire Territorial de la Police Nationale Congolaise en territoire de Béni a d'ailleurs souligné que depuis l'arrivée de ces motos, le temps d'intervention de la police à Oicha a été réduit à environ 10 minutes.

Cette stratégie opérationnelle se traduit également par la mise en place d'une cellule de coordination dans laquelle la Police Nationale Congolaise et la Police de la MONUSCO travaillent conjointement dans un même espace de travail équipé. Cela permet aux policiers congolais de bénéficier

au quotidien d'un renforcement des capacités.

Par exemple, l'agent de la Police de la MONUSCO, qui travaille sur place au sein de la cellule de coordination d'Oicha, peut renforcer directement les capacités du policier congolais qui répond à un appel d'alerte en analysant la qualité d'écoute et de rapidité dans la réception de l'appel et le déclenchement de l'intervention.

Malgré les défis de communication et de formation mentionnés par le Commissaire territorial de la Police Nationale Congolaise en territoire de Béni, le Général Awalé Abdounasir, Commissaire de la Police de la MONUSCO, l'a encouragé à utiliser tous les moyens dorénavant à sa disposition pour lutter contre la criminalité à Oicha dans le cadre du respect des droits des individus afin que la population sente une amélioration de la sécurité. ■

Uvira

Des Officiers militaires des FARDC et de la Police Congolaise sensibilisés sur la sécurité et la protection des femmes

Trente-cinq Officiers de la Police nationale congolaise (PNC), de l'Armée régulière (FARDC) et de la Justice militaire congolaise ont pris part le jeudi 27 avril 2017 à une réflexion sur la sécurité et la protection des femmes à Uvira. Organisée par la Section Genre de la MONUSCO Sud-Kivu, l'activité a bénéficié de l'appui de la Ligue intellectuelle pour les Droits humains et du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme de la MONUSCO Uvira.

✉ Par Jean-Tobie Okala/MONUSCO

Le sujet, selon les organisateurs, mérite une attention particulière, au vu de la situation jugée alarmante. Partout à travers le monde et en RDC, les filles et les femmes restent sujettes à des violences basées sur le Genre. Malgré les (nombreux) textes de lois qui affirment l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, elles continuent

Si les organisateurs ont ciblé des Officiers FARDC et de la PNC, les Magistrats militaires et, dans une certaine mesure les autorités administratives pour cette Journée de réflexion, c'est parce que "ces catégories de participants sont au centre du dispositif de lutte contre les violences dont sont victimes les femmes", note Alain Rubenga Kusimwa de la

Section Genre de la MONUSCO Bukavu qui ajoute : "Il est donc indispensable de les impliquer dans cette lutte afin d'assurer aux femmes et aux filles de la RDC la protection de leurs droits".

Cette Journée de réflexion avait donc pour buts d'amener la PNC, les FARDC et les autorités politico-administratives à intérioriser et à mettre en pratique les notions de protection; mais également de

FARDC Alain Tshot, chargé des Opérations et Instructions au sein du Secteur opérationnel Sokola II Sud, du Sud-Kivu : "nous remercions d'abord infiniment la MONUSCO, notre partenaire habituel. Ensuite et de manière générale, cette formation est une bonne initiative que nous aimerions voir répliquée dans tous les Territoires. Vous savez que l'image de notre pays a été ternie par ce phénomène des violences sexuelles contre les femmes. C'est grâce à ce genre d'initiatives que nous allons renverser la tendance. D'ailleurs, nous observons depuis quelques années déjà une certaine amélioration et avons de moins en moins de cas de violences sexuelles. Maintenant, nous, officiers, devons nous engager à faire passer les messages reçus ce jour jusqu'au niveau des militaires les plus bas de nos Unités".

Quelques recommandations ont été formulées au terme de cette Journée de réflexion. Entre autres, d'étendre ce genre de formations à toutes les Provinces et à tous les officiers de la Police et des FARDC ; de sensibiliser les populations et les Forces de l'ordre contre les mariages précoces; les participants ont aussi sollicité un appui institutionnel surtout dans les zones inaccessibles en vue d'une meilleure répression des auteurs des violences sexuelles.

Une autre recommandation de cette formation est la mise en place des points focaux "Protection des Femmes" dans chaque structure (Pnc, Fardc, Justice militaire et Administration publique) afin de pérenniser les bénéfices dudit séminaire. Ces points focaux seront chargés de veiller à ce que les dispositions discriminatoires qui entravent la protection et la sécurité des femmes ne puissent plus être appliquées par les agents à leur charge à travers un rappel constant des objectifs poursuivis. ■



Des participants à la journée de réflexion sur les violences basées sur le Genre

à faire l'objet de discriminations et violences de toutes sortes. Les violences sexuelles et basées sur le Genre persistantes compromettent le relèvement et la reconstruction de la RDC. De plus, on estime que les us et coutumes ancrés dans les mentalités perpétuent un environnement où les femmes et filles sont régulièrement victimes des actes de violences physiques, morales et psychologiques. Par ailleurs, les femmes, en majorité ignorent leurs droits les plus élémentaires du fait de leur analphabétisme, du manque de moyens financiers pour tenter des actions en justice et de la peur de représailles ou du rejet social.

les amener à comprendre leurs rôles dans la protection des femmes. Dans le fond, il s'agissait de sensibiliser les participants sur le phénomène des violences sexuelles en vue d'une prise de conscience des droits des femmes, leur sécurité et protection, et de s'impliquer davantage dans la lutte contre ce fléau par une répression de leurs auteurs conformément aux lois en vigueur.

L'activité a été saluée par les participants qui parlent d'un plus apporté à leurs connaissances ainsi qu'à la batterie de mesures préventives existantes contre les violences sexuelles et basées sur le Genre. Le Colonel des



David Gressly, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC, en charge des Opérations lors de sa visite à Moba

Un forum pour la paix et la réconciliation pour mettre fin au conflit entre les communautés Twa et Bantou dans le Tanganyika

Du 21 au 24 février 2017 s'est tenu à Kalemie le forum pour la paix et la réconciliation dans la province du Tanganyika. Ce forum qui s'inscrit dans le contexte du conflit intercommunautaire Twa-Bantou, avait pour objectif, comme l'ont indiqué les autorités provinciales, de rassembler toutes les parties impliquées directement ou indirectement au conflit afin de trouver ensemble des solutions durables de paix entre communautés ethniques du Tanganyika. Environ trois cents délégués y compris la MONUSCO et les Agences des Nations Unies ont pris part à ces assises présidées par le Vice-premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et Sécurité, en présence de nombreuses délégations, parmi lesquelles celles venues de Kinshasa, Lubumbashi, Kamina et le Nord-Kivu. Quelques mois après la tenue de cette importante rencontre, on peut dire que « la fièvre est retombée ». Cependant, des attaques sporadiques s'observent çà et là et rappellent que la paix reste encore fragile dans cette province. Quelques actions qui ont mené au processus actuel de pacification, méritent d'être soulignées.

✉ Par Marcelline Comlan/MONUSCO

Sans complaisance, le Gouverneur de la province du Tanganyika a dressé un bilan des dégâts humains et matériels occasionnés par le conflit entre les communautés Twa et Bantou, en avançant quelques chiffres : 588.000 déplacés internes dont 330.000 femmes et 67.000 enfants, 150 morts, 200 blessés recensés dans les hôpitaux, 200 cas de viols, 400 écoles détruites, 422 villages brûlés, 74,4% des populations en insécurité alimentaire, la résurgence des

épidémies de choléra et de rougeole. De ce fait, pour le Gouverneur de province, le retour rapide de la paix dans le Tanganyika était un impératif, et ce, par le biais de la tenue du Forum comme il l'a indiqué.

Un impact sérieux sur le développement du Tanganyika

Plusieurs jours de travaux en commissions et discussions en plénière ont débouché sur des recommandations, notamment la restauration

de l'autorité de l'Etat, le désarmement des milices et groupes d'auto-défense Twa et Bantou, le respect de la Constitution et lois de la République, le respect des droits de l'homme. Par ailleurs le chômage et la pauvreté ont été cités comme facteurs aggravants. Les participants ont recommandé la création des villages agricoles, sources d'emplois, la réhabilitation des routes de desserte agricole et l'analyse sans délai de la question des redevances coutumières, tout comme



Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC et Coordonnateur humanitaire, Dr. Mamadou Diallo, avec les chefs coutumiers lors de sa visite à Kalemie

l'éducation à la citoyenneté pour tous. Par ailleurs, un pacte de non-agression mutuelle entre les communautés Twa et Bantou a été signé par leurs représentants respectifs.

Dans le souci de consolider la paix, le Gouverneur du Tanganyika a pris récemment un Arrêté provincial portant création d'un "Comité de suivi des Recommandations du Forum de Paix de Kalemie" chargé d'assurer la mise en application des résolutions prises en vue de résoudre définitivement et par des voies pacifiques le conflit entre les communautés Twa et Bantou. Au sein du Comité, la MONUSCO et les Agences des Nations Unies y sont représentés comme observateurs.

D'ailleurs, lors des travaux en commissions quelques principes des Nations Unies en matière de protection civile et action humanitaire ont été portés à la connaissance des participants. La MONUSCO ainsi que les Agences des Nations Unies ont réitéré leur disponibilité à accompagner les autorités dans les efforts de paix sous diverses formes : logistiques, expertise, plaidoyer et sensibilisation selon leur domaine d'intervention spécifique. Pour ce faire, la MONUSCO a apporté un soutien logistique à l'organisation du forum en assurant le transport des participants provenant des territoires.

La protection civile et humanitaire, une priorité pour la MONUSCO

Dès la résurgence du conflit intercommunautaire en juillet 2016, qui a touché cinq territoires sur les six que compte la province du Tanganyika, le bureau de Kalemie a joué un rôle essentiel dans le domaine

de la protection des populations civiles conformément au mandat de la MONUSCO, en appuyant les autorités provinciales à travers divers mécanismes.

Suscitées par la MONUSCO, les missions conjointes d'évaluation multisectorielles se sont multipliées dans les localités affectées afin d'examiner avec les autorités provinciales les mesures urgentes de décrispation. Au plus fort de la crise, les territoires de Nyunzu et de Kabalo ont été sécurisés grâce à l'installation des détachements temporaires de la Force de la MONUSCO. Leur présence a permis de contenir les affrontements entre miliciens, d'organiser des séances de sensibilisation et surtout de protéger les populations qui ont fui les exactions des miliciens Twa et Bantou. Répondant aux requêtes des autorités provinciales, le Bureau a apporté également un appui logistique au déploiement des Forces de sécurité provinciales FARDC et PNC en général dans les zones sous tension. La mise en place de patrouilles militaires conjointes FARDC/Force de la MONUSCO a eu un impact favorable au retour au calme entre les deux communautés, comme ce fut le cas en territoires de Moba, Manono.

Impulsion de la MONUSCO

Sur le terrain, sous l'impulsion de la MONUSCO, les chefferies traditionnelles, la société civile, les députés provinciaux ont été associés aux pourparlers avec certains chefs de milices Twa et Bantou en vue du règlement du conflit.

C'est dans cette approche, qu'en Janvier 2017, le Représentant Spécial adjoint du

Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé des Opérations à l'Est, David Gressly a effectué une visite de travail dans la province du Tanganyika. A Manono comme à Moba, il s'est entretenu avec les principaux acteurs locaux, parties prenantes au conflit et rappelé les priorités du mandat de la Mission, notamment dans la protection des civils, la promotion et le respect des droits de l'homme avant de réitérer la disponibilité de la MONUSCO à accompagner les efforts des autorités provinciales pour le retour à la paix entre les communautés Twa et Bantou. M. Gressly a estimé aussi que l'approche Baraza – mécanisme de réconciliation et de pacification communautaire – devait se poursuivre, sous la conduite de la MONUSCO Kalemie, à l'instar de ce qui a été fait à Manono. Le processus Baraza a été lancé en mars 2017 dans la région de Kongolo, seul territoire ayant été épargné par le conflit intercommunautaire. Ainsi pour prévenir l'effet de contagion, la MONUSCO accompagne actuellement les autorités locales dans l'installation des comités Baraza comprenant les membres des communautés Twa, Bantou et la société civile. Les localités de Mbulula et Kaseya en territoire de Kongolo ont déjà bénéficié de ce processus.

Au cours du même mois de Mars 2017, Dr Mamadou Diallo, Représentant Spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Coordonnateur humanitaire est venu à Kalemie se rendre compte de la situation des déplacés, préoccupé par les conséquences que le conflit a engendrées au plan humanitaire dans le Tanganyika. Ce fut l'occasion pour lui d'évaluer avec les responsables provinciaux et le Système des Nations Unies, les besoins et les réponses appropriées à mettre en place. Il convient de souligner que les mouvements des populations ont eu des répercussions sur le processus électoral. Les opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs ont démarré dans le Tanganyika en décembre 2016 en pleine période d'insécurité occasionnée par le conflit.

L'officialisation du comité de suivi des recommandations du Forum reste un outil important qui doit permettre d'évaluer les progrès accomplis dans le processus de pacification en province du Tanganyika. Cependant, comme l'a souligné l'un des experts participant au Forum : "La fin d'un conflit, ne se décrète pas. C'est plutôt un travail permanent". A ce travail, le bureau MONUSCO-Kalemie n'entend pas se dérober et prendra une part active au processus de pacification en cours dans le Tanganyika conformément aux dispositions de la Résolution 2348 du Conseil de Sécurité de l'ONU. ■

Une dizaine d'ex-rebelles sud-Soudanais rapatriés dans leur pays

Le 19 avril a marqué le début d'un processus de rapatriement des centaines d'ex-rebelles cantonnés au camp DDRRR de la MONUSCO, à Munigi, depuis le 3 septembre 2016. Le rapatriement des 8 derniers ex-combattants a été supervisé par une mission tripartite MONUSCO-Gouvernement congolais et Gouvernement Sud-soudanais. Cette opération rassure-t-elle les sceptiques qui voyaient une autre menace sécuritaire, suite à la présence de ces ex-rebelles dans cette zone ?

Par Bernardin Nyangi//MONUSCO-UNPol



Goma, Province du Nord Kivu, RD Congo. L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Said Djinnit, le Chef de la MONUSCO, Maman Sidikou et son adjoint David Gressly discutent avec les ex-combattants sud-soudanais du Camp de Munigi

“Après 6 mois de cantonnement en RDC, nous sommes contents de retourner dans notre pays. Le Sud-Soudan est notre pays et nous rentrons, par ce que notre sécurité y est garantie” Ce sont, là, les déclarations des ex-rebelles Sud-Soudanais du Sudan People's Liberation Movement/Army In Opposition (SPLM/AIO) de Riek Machar, avant de prendre leur avion en direction de Juba, la capitale de Sud-Soudan. Mais d'autres parmi ces ex-rebelles de Reik Machar, par contre, qui ne semblent pas encore rassurés de leur sécurité dans le gouvernement de Salva Kiir, ont choisi d'aller dans d'autres pays d'asile, comme l'avait dit Madame Beatrice Wani Noah, ambassadrice du Sud-Soudan en RDC

: “Notre gouvernement est prêt pour recevoir tous ceux qui déposent les armes et nous les rassurons d'un bon accueil au pays, pour la reconstruction de notre nation. Nous sommes fatigués de la guerre, c'est maintenant le temps de la paix”.

En effet, la plupart des généraux de SPLM/AIO de Riek Machar, malgré toutes ces tractations, semblent encore très radicaux et résistent à retourner au Sud-Soudan. La plupart d'entre eux préfèrent encore être relocalisés en Ouganda, au Kenya ou en Ethiopie, au lieu de leur rapatriement comme démobilisés au Sud-Soudan. Face à cette réalité, le Vice-ministre congolais de la Défense, Corneille Masuasua, qui a supervisé le rapatriement des ex-rebelles, a dit que ce sera un processus progressif, selon le respect

des principes du rapatriement volontaires des rapatriés.

Le Représentant spécial-adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, David Gressly, qui représentait la MONUSCO à cette cérémonie, a confirmé que l'objectif final est de s'assurer que tous ceux qui sont cantonnés en RDC soient rapatriés.

En septembre 2016, la société civile du territoire de Nyiragongo avait mené plusieurs actions de protestation contre le cantonnement, dans leur terroir, des Sud-Soudanais. Le vice-président de cette structure s'est réjoui du début du processus, mais voudrait que le rythme soit accéléré. Rappelons que c'est au total 631 ex-rebelles sud-Soudanais qui étaient cantonnés en RDC depuis 6 mois, dont environ 530 à Munigi. ■



UNPOL Sonia Melki tenant dans ses bras l'un des jumeaux

Protection

Les femmes de la Police civile de la MONUSCO s'impliquent dans l'action humanitaire

Dans le cadre de l'exécution du mandat de la MONUSCO, précisément dans son volet protection des civils, une équipe UNPOL s'est rendue le jeudi 13 avril 2017 à la prison centrale de Makala, particulièrement au pavillon des femmes, en vue de s'enquérir de leurs conditions de détention et leur venir en aide. Il en a été de même à Goma les 26 et 27 avril où une délégation du personnel féminin conduite par la Présidente du réseau des femmes de la Police de l'ONU s'est rendue au site des déplacés de MUGUNGA III. L'objectif, consistait à faire un don de denrées alimentaires aux personnes déplacées et procéder à la sensibilisation sur les violences sexuelles et sexistes au profit de cette couche vulnérable.

✉ Par Sonia Melki et Kaltouma Issene Bardi/
MONUSCO-UNPOL

A Kinshasa, les femmes de la Police de l'ONU (UNPOL) ont rendu visite à la prison de Makala, aux femmes détenues. Un cas précis a retenu leur attention, à la suite de leur rencontre avec ces femmes. Il s'agit de Milambo Ntumba, mère de jumeaux qui était en détention préventive depuis plusieurs mois déjà. L'équipe s'est rendue le 14 avril au Tribunal de Paix de N'djili où elle a été reçue par le président du tribunal magistrat Mbayo Kisonko qui, après avoir pris connaissance des raisons de la visite, a saisi la cours qui avait déjà mis en délibéré le jugement de Milambo; il a demandé aux magistrats composant la

cours d'accorder une diligence particulière à ce dossier afin de permettre à UNPOL de porter assistance aux enfants en détresse. C'est ainsi que le tribunal a rendu son jugement le 15 avril 2017, condamnant la dame Milambo Ntumba à neuf (09) mois de prison, peine qu'elle avait déjà purgée. Dans la dynamique de succès de cette mission, les femmes de la composante police basée à Kinshasa, en association avec celles du contingent BAN FPU et du contingent EGYPTE FPU, ont décidé d'accompagner cette belle initiative par une assistance en nature aux femmes détenues à la prison de Makala. Le ministère des affaires sociales s'est également joint à l'évènement afin de porter assistance aux femmes accompagnées des bébés ainsi que la division de l'information publique. Des lots de pagnes, des teeshirts et casquettes à l'effigie de la MONUSCO, des habits, des pots de lait des bonbons et d'autres produits alimentaires ainsi que du savon, ont pu être collectés à leur profit. Ainsi, le 18 avril ce sont dix femmes avec leurs bébés, entourés de plusieurs dizaines d'autres femmes également détenues, qui ont accueilli la délégation des femmes de la composante police de la MONUSCO. C'est dans une ambiance très festive que les dons ont été distribués aux femmes qui ont exprimé leur soulagement.

A Goma, dans le cadre de la fête des policières en mission de maintien de la paix, le Réseau des femmes UNPOL de la MONUSCO, a mené des activités du 26 au 27 Avril 2017. La première journée a été consacrée au partage d'un moment de plaisir avec les personnes vulnérables dudit site. La Cheffe de la délégation l'UNPOL DOAMBA Clémence, a présenté le réseau des femmes UNPOL comme étant une association du personnel féminin de la Police MONUSCO ayant pour mission, entre autres, la protection et le soutien des personnes vulnérables et la



Les femmes UNPOL entourant la maman des jumeaux

lutte contre les violences sexuelles et sexistes. Le don apporté était constitué de plus d'une tonne de denrées alimentaires et a été offert à 250 ménages déplacés. Le président du site qui s'est réjoui de cette initiative du réseau, a déclaré que ce geste est arrivé à point nommé compte tenu de la précarité dans laquelle vivent ces déplacés. Après, une séance de sensibilisation sur les violences sexuelles et sexistes a été faite par la cheffe de l'équipe de Conduite et Discipline (SEA) appuyée par la présidente et les UNPOL, au profit de la population du site. Le 27 avril 2017, les activités se sont poursuivies au Quartier général de la MONUSCO/GOMA, par une cérémonie de prise d'armes, placée sous le haut patronage du DSRG M. David Gressly, du Chef de composante Police de la MONUSCO le Général AWALE Abdounasir et parrainée par le Chef de l'Unité Conduite et Discipline de la MONUSCO Mme NDAO Adama. Cette cérémonie a connu aussi, la présence des autorités politico administratives, policières locales, des représentants de toutes les sections substantives de la MONUSCO, des agences des Nations Unies, de la société civile et des organisations féminines de la ville de GOMA. Le thème retenu pour cette occasion était "ensemble pour atteindre la parité". Cette cérémonie qui a débuté par une revue de troupe a été ponctuée par quatre allocutions : le discours de la Présidente qui a félicité le Chef de la composante pour son implication personnelle et son engagement



Le DSRG David Gressly reçoit un certificat de témoignage de satisfaction du Réseau des femmes UNPOL de la MONUSCO

pour la promotion du genre au sein de la Police MONUSCO. Après cette allocution, la marraine est intervenue pour souligner l'importance du personnel féminin au sein de la Police MONUSCO. Tout en sensibilisant l'auditoire contre les SEA, elle a mis en exergue l'atout des femmes dans la lutte contre les violences sexuelles et sexistes. A sa suite, le Commissaire de la Police/MONUSCO (POLCOM) dans son adresse, a félicité cette initiative et a réitéré son soutien au personnel féminin, compte tenu de l'importance, du rôle des femmes dans l'exécution du mandat de la composante Police. Enfin, le Représentant spécial adjoint

du Secrétaire Général des Nations Unies chargé des opérations en RDC, M. David Gressly, est intervenu pour saluer cet engagement des femmes policières de la MONUSCO, pour la paix et la stabilisation en RDC. Il leur a en outre demandé de persévérer pour la bonne protection des civils. Cette cérémonie a été aussi marquée par la remise des certificats de témoignage de satisfaction du réseau des femmes UNPOL de la MONUSCO au DSRG et au POLCOM. Par la même occasion, il a réitéré sa disponibilité à appuyer toutes activités similaires rendant visible la contribution de la Composante Police de la MONUSCO. ■



Une tonne de denrées alimentaires, don offert à 250 ménages, par le Réseau des femmes de la Police MONUSCO



Une des déléguées de la plate-forme "Rien sans les femmes" intervenant lors des échanges autour de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis Abeba

La Plate-forme "Rien sans les Femmes" demande une mise en œuvre effective et rapide de l'Accord-Cadre d'Addis-Abeba

Les femmes l'ont dit lors de leur rencontre à la MONUSCO-Uvira. Venues du Rwanda, Burundi et de la RDC, elles considèrent que l'instabilité et les problèmes d'insécurité observés entre ces trois Etats résultent en majeure partie de la lenteur dans la mise en œuvre de cet Accord.

✉ Par Jean-Tobie Okala/MONUSCO

Quelques déléguées représentant la Plate-forme "Rien Sans les Femmes" qui réunit des Femmes du Rwanda, Burundi et de la République démocratique du Congo (RDC) se sont retrouvées le 24 avril à la Mission des Nations Unies en RDC, Uvira. C'était pour faire le point sur la mise en œuvre de l'Accord-Cadre d'Addis-Abeba pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la RDC et la Région des Grands Lacs, signé le 24 février 2013 par onze Etats, dont la RDC, le Burundi, l'Angola, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda. Quatre ans après sa signature, le constat dressé par ces femmes est peu

reluisant. Katana Bukuru Gégé, Secrétaire Exécutive de l'ONG congolaise Solidarité des Femmes Activistes pour la Défense des Droits humains (SOFAD), affirme d'abord qu'il n'y avait aucune femme parmi les signataires dudit Accord. Or, concède-t-elle, "nul ne peut ignorer l'apport des Femmes dans la résolution des conflits".

Ensuite, elle pointe du doigt le peu de vulgarisation dont bénéficie cet Accord que très peu de gens connaissent. Alors que selon elle, il devrait avoir un Plan d'action sous régional, un plan d'action national, mais également un plan d'action provincial et même un plan d'action territorial, afin

que les populations s'approprient cet Accord qui revêt une importance capitale dans la résolution des crises entre Etats, explique-t-elle. Au lieu de sa mise en œuvre stricte, ces Femmes regrettent les atermoiements de certains Etats où certes il y a eu quelques avancées, mais pas notoires. Résultats : les groupes armés continuent à proliférer en RDC où parfois des pans entiers du territoire national restent encore et toujours sans présence de l'Etat ; la méfiance continue à caractériser les relations entre Etats voisins...

C'est ainsi, expliquent-elles par exemple, que le Burundi et le Rwanda restent convaincus que leurs ennemis viennent toujours de la RDC "où ils pensent avoir un droit de poursuite" ; elles citent également l'impossibilité pour les femmes commerçantes congolaises d'aller acheter des vivres au Burundi pour venir les revendre en RDC... Tout simplement, parce que la coopération régionale n'existe presque pas ou est mise à mal, et la confiance n'est pas au beau fixe entre ces trois Etats. D'où cet appel pressant lancé aux autorités des Etats signataires dudit Accord à le mettre en œuvre, sans plus tarder. Car pour ces Femmes, "beaucoup reste à faire dans ce sens".

En réponse à la question de savoir ce que les Femmes attendent de la MONUSCO dans le cadre de la mise en œuvre dudit Accord, Katana Bukuru Gege répond que "nous attendons un accompagnement des Nations Unies pour nous aider à vulgariser cet Accord, ainsi que l'expertise et le renforcement des capacités des membres de notre plate-forme pour bien remplir notre mission". Ces Femmes souhaiteraient ainsi par exemple voir la MONUSCO faciliter des rencontres (sous) régionales entre Femmes et populations, Femmes et autorités, etc. Car pour ces Femmes, Sans les Femmes, les chances de réussite de la mise en œuvre de cet Accord seraient limitées. Le Chef du Sous-bureau d'Uvira a répondu positivement à cet appel des Femmes de la Plate-forme "Rien Sans les Femmes". Ould Mohamed Elhacen a déclaré que "l'Accord-Cadre d'Addis-Abeba fait partie de notre mandat, nous sommes disposés à soutenir toute initiative allant dans le sens de sa mise en œuvre". Il a dès lors encouragé ces Femmes à prendre leur bâton de pèlerin pour sillonner villes et campagnes et faire connaître cet Accord aux populations, notamment celles d'une zone comme la Plaine de la Ruzizi en territoire d'Uvira, qui pourrait servir de "bon exemple d'intégration", en ce qu'elle est à cheval sur trois Etats (Rwanda, Burundi et RDC). ■

“Courage les filles – Estimez-vous vous-même” !

Au cours d'une après-midi au bord du lac Tanganyika, Bureau Conjoint des Nations Unies pour les droits de l'Homme/Kalemie (BCNUDH) s'est entretenu avec trois femmes qui ont réussi, et a échangé sur leur carrière et leurs conseils pour les jeunes femmes et les jeunes filles.

✉ Par Susanne Goelles/MONUSCO

Le groupe se compose d'un magistrat du bureau du procureur auprès du tribunal de grande instance de Kalemie qui travaille également dans la cellule spéciale sur la répression de la violence sexuelle, Magistrat Lily Malonda Masiala ; une avocate de la Commission Diocésaine Justice & Paix et membre de la clinique juridique, Maître Angel Kombe; et la Coordinatrice du Réseau Femme de Tanganyika (REFETANG), Madame Albertin Assa Kungwa.

La cellule spéciale sur la répression de la violence sexuelle et le BCNUDH effectuent des missions conjointes pour identifier des cas de violence sexuelle afin de permettre aux victimes d'avoir meilleur un accès à la justice. La clinique juridique soutient la lutte contre l'impunité des auteurs présumés de violence sexuelle dans la même sens et dispose d'un groupe d'avocats qui accompagne la victime pour porter plainte et la représenter pendant le processus judiciaire. Le réseau REFETANG et le BCNUDH effectuent conjointement des ateliers de sensibilisation des femmes et un atelier mensuel de rencontre où les femmes défenseurs des droits de l'homme peuvent échanger sur les divers défis et les cas documentés pendant le mois. Interrogées sur ce qui leur a permis de réussir, leurs conseils ont tourné autour de trois domaines principaux: (i) briser les complexes (ii) auto-détermination et (iii) vision individuelle de son future. Leur modèle d'inspiration est Madame Ekila Lyonda, ancienne Commissaire d'Etat et Ministre, ou encore Madame Catherine Nzuzi wa Mbombo, une politicienne accomplie ; mais aussi des personnes plus proches d'elles, comme une professeure de français de Kalemie, Madame Colette Kafindu.

Briser les complexes

Une importante leçon à apprendre à l'école

et à l'université est de ne se pas laisser intimider par les autres et d'avoir le courage de défendre son opinion, d'échapper aux images stéréotypes imposées par la société et la culture et de trouver sa voie dans la communauté.

“Ne pas avoir peur de briser les murs que la société a construit autour de jeunes filles et d'avoir le courage de chercher ce qui est derrière”, a déclaré le Magistrat Malonda.

Auto-détermination

Il faut toujours croire en soi-même et être convaincu de pouvoir réussir. C'est important d'avoir toujours un esprit positif et de ne jamais avoir peur de continuer sur le chemin choisi, peu importe les obstacles.

“Il y a toujours des options disponibles pour résoudre un problème. Il ne faut jamais accepter les défis mais toujours essayer de trouver des solutions”, a affirmé Maître Kombe.

Avoir une vision individuelle de son future

Il convient de ne pas se perdre dans des normes sociales et culturelles qui piègent les jeunes filles et femmes dans des circonstances comme le mariage précoce ou l'arrêt de l'école. *“Un mécanisme clé pour s'opposer à tous les stéréotypes, c'est la sensibilisation des femmes notamment pour leur montrer qu'elles ont le courage et la possibilité d'avancer comme les hommes”, a confirmé la coordinatrice Kungwa. ■*





En ligne

ECHOS de la MONUSCO

<http://monusco.unmissions.org/publications>

